

Interview de Jean Monnet: les origines du plan Schuman (RTL, 22 janvier 1972)

Source: Jean Monnet: 22 janvier 1972 (La vie de Jean Monnet et l'Europe) / Jean Monnet.- Paris: RTL [Prod.], 22.01.1972. RTL, Paris. - SON (00:08:58, Montage, Son original).
Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_monnet_les_origines_du_plan_schuman_rtl_22_janvier_1972-fr-b6d6dodf-e035-45d5-bc51-708af9coe12c.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jean Monnet: les origines du plan Schuman (RTL, 22 janvier 1972)

[Jean Monnet] Alors... Non ! J'ai été nommé au Plan par le général de Gaulle et là, avec des gens qui ont coopéré avec moi – il y avait Hirsch, Étienne Hirsch, il y avait Marjolin, Uri et ces messieurs qui sont ici, Fontaine et Van Helmont – mais pas nombreux, pas nombreux. Je crois que c'est un point très important : le Plan n'a jamais eu beaucoup de monde. Alors, il faut toujours faire la distinction entre la direction et l'administration. Le Plan était un organisme de direction et pas d'administration. C'est souvent là un écueil que les gens ne savent pas éviter... mais enfin !

Ce Plan, je ne veux pas revenir sur l'explication, mais enfin, ça a été une coopération des syndicats, des ouvriers, des industriels et de l'administration. Ce travail m'a permis de toucher la limite des ressources françaises. J'ai compris, ça m'a confirmé dans ce que je pensais avant, que les ressources, les limites françaises étaient trop courtes, que pour améliorer le sort des Français, il fallait changer les formes dans lesquelles nous vivions. Pour ça il, fallait étendre le champs d'action des Français, d'une part, et, d'autre part, il était clair que la guerre '14-'18... non ! ce n'était pas '14-'18, c'était '41-'45, c'était une monstruosité et qu'il était indispensable, pour éviter le retour de ces catastrophes, que la France et l'Allemagne éliminent ce qu'il y avait de – encore – chez eux d'esprit de domination. Il fallait établir l'égalité. Or, l'établissement de l'égalité entre les pays d'Europe, d'autres pays, n'a jamais été faite dans le passé, chacun voulant toujours obtenir le maximum avec la force dont il disposait. Alors, avec les hommes dont je vous ai parlé, nous avons discuté et j'étais arrivé à la conclusion que... il fallait changer les formes de relations entre les pays d'Europe, il fallait changer l'organisation des relations entre les peuples et d'abord entre la France et l'Allemagne, comme prélude à une organisation européenne. Enfin, il fallait commencer, car il est toujours essentiel de commencer. L'objectif est nécessaire, mais l'action part du départ. Alors, j'étais arrivé à la conclusion qu'il fallait, pour établir l'égalité entre la France et l'Allemagne, pour avoir des ressources plus grandes que celles que nous possédions, il fallait établir un système qui permette aux pays de discuter entre eux de leurs difficultés, comme si elles étaient des difficultés communes, et de créer entre eux, en conséquent, cet intérêt commun qui est indispensable si vous voulez que les gens ou les peuples adoptent une attitude commune. L'intérêt commun est absolument vital. Il fallait donc le créer. Alors, nous avons pensé qu'on pourrait le créer en unissant ce qui représentait l'élément économique le plus important de nos pays qui était le charbon et l'acier. Mais qu'il fallait en même temps créer un mécanisme qui permit les discussions entre les différents pays pour arriver à des solutions communes.

Alors, avec mes amis dont je vous parlais tout à l'heure, j'ai mis ça sur le papier et j'ai téléphoné... J'étais commissaire au Plan à l'époque et le Plan était rattaché à la présidence du Conseil dont monsieur Bidault était président. Alors, j'ai envoyé à monsieur Bidault le mémorandum qui expliquait ce que je viens de vous dire, mais enfin, en plus de détails. Je lui ai demandé rendez-vous – nous étions en de très bons termes – en conséquence j'attendais son rendez-vous, c'était normal. Mais son rendez-vous ne venait pas et monsieur Schuman alors m'a envoyé monsieur Clappier qui est maintenant sous-gouverneur de la Banque de France.

[Journaliste] Schuman qui était ministre des Finances à l'époque ?

[Jean Monnet] Monsieur Schuman était le ministre des Affaires étrangères. Schuman était ministre des Affaires étrangères.

[Journaliste] Robert Schuman.

[Jean Monnet] Robert Schuman, oui. Robert Schuman. Alors, monsieur Robert Schuman m'a envoyé monsieur Clappier et il m'a dit – c'était en mai '50 – il va y avoir une conférence à Londres avec les Américains et les Anglais etc. pour décider du sort de l'Allemagne. Est-ce que nous allons nous engager dans la voie de recommencer la domination de 1918 ou, au contraire, est-ce que nous allons rechercher une égalité ? C'est moi qui ai dit ça, c'est pas monsieur Schuman. Alors, j'ai dit à monsieur Schuman : «J'ai quelques idées, oui, mais je viens de les envoyer à monsieur Bidault ». Bon, ça ne fait rien, je lui ai donné le papier, le papier sur lequel j'avais décrit ce que je viens de vous dire. Clappier l'a porté à monsieur Schuman. Je n'avais toujours pas de nouvelles de monsieur Bidault, malgré que je téléphonais, mais je n'avais toujours pas de réponse et monsieur Robert Schuman m'a téléphoné quelques jours après en disant :

« J'ai lu vos propositions, je suis d'accord ». Il a présenté ça au gouvernement, il a eu l'appui de Mayer, de Pleven. Il a tenu sa conférence de presse – vous vous souvenez – conférence de presse au Quai d'Orsay qui expliquait tout cela et puis il est parti pour longtemps. Deux jours ou trois jours après, monsieur Bidault m'a demandé d'aller le voir. Nous sentions au ton de sa voix qu'il était furieux. Quand je suis arrivé il avait – comme je vous l'ai dit – il avait l'œil noir des mauvais jours et il m'a dit : « C'est vous qui avez écrit le papier que Schuman a lu ? » Oui. Alors, il avait commencé avec je ne sais pas quoi, mais je lui ai dit : « Mais ce papier, vous le connaissez, je vous l'avais envoyé ». Il a tiré son tiroir, en effet il était dedans, mais c'était trop tard, Schuman, Robert Schuman était parti avec. Depuis cette époque, je n'ai pas revu monsieur...

[Journaliste] Et lui, il ne l'avait pas lu alors ?

[Jean Monnet] Je ne sais pas... je crois qu'il ne l'avait pas lu, il l'avait reçu, mais comme beaucoup de papiers d'ailleurs...

[Journaliste] Il aurait été d'accord, le sort n'aurait pas été différent à votre projet ?

[Jean Monnet] À mon avis, le sort aurait été très différent !

[Journaliste] En fait, le plan Robert Schuman, c'était le plan Jean Monnet ?

[Jean Monnet] Non, c'est pas... Vous savez, certainement, si je n'avais pas été à l'origine, il ne se serait pas produit, mais si Robert Schuman n'avait pas été là, il ne se serait pas fait, vous comprenez ?